

**Nations unies - Kosovo/MINUK -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 14 novembre 2018)

Merci Monsieur le Président,

Je remercie à mon tour le représentant spécial du secrétaire général, M. Zahir Tanin, ainsi que le vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Serbie, M. Dacic, et l'ambassadrice du Kosovo aux Etats-Unis, Mme Citaku, pour leurs interventions.

Je souhaiterais rappeler très respectueusement que, conformément aux méthodes de travail du Conseil, ces interventions ne devraient pas dépasser 15 minutes, comme cela est rappelé dans l'article 56 de la note 507.

Monsieur le Président,

Au vu de la situation décrite dans l'intervention du Représentant spécial et dans le rapport du secrétaire général, je soulignerai brièvement trois points.

1/ Le premier porte sur le mandat de la mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Des efforts remarquables ont été déployés pour promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'Homme au Kosovo et dans la région. Ce travail mérite d'être salué. La France se félicite, notamment, des activités de la MINUK en matière de rapprochement des communautés et de promotion de l'agenda femmes, paix et sécurité en lien avec ONU-femmes.

Comme cela a été néanmoins souligné lors des précédentes sessions et encore aujourd'hui par plusieurs membres, nous devons continuer à être attentifs à la question du recentrage des actions de la MINUK, près de 20 ans après l'adoption de la résolution 1244, en tenant compte de la situation sur le terrain, de la performance de cette OMP et des initiatives menées par les autres acteurs régionaux et internationaux. Je pense en particulier à la mission de l'Union européenne sur l'Etat de droit, EULEX Kosovo.

2/ Deuxièmement, la normalisation des relations entre Pristina et Belgrade dépend aussi du dialogue entre les deux dirigeants mené sous l'égide de l'Union européenne. Nous saluons à ce titre l'engagement de la Haute représentante, Mme Federica Mogherini, et la dernière réunion qui s'est tenue jeudi 8 novembre à Bruxelles.

La France appelle les deux parties à faire preuve d'esprit de compromis et de volonté politique. Nous encourageons les responsables politiques, dans les deux Etats, à être à la hauteur des circonstances et à créer les conditions propices à la conclusion d'un accord, qui représenterait une étape essentielle dans la stabilisation durable des Balkans occidentaux et pour progresser sur la voie d'une perspective européenne.

3/ Enfin, mon troisième point porte sur l'avenir européen du Kosovo et de la Serbie, qui a été précisé en mars dernier dans la stratégie de l'Union européenne sur les Balkans occidentaux. Au vu des valeurs qui sont au coeur du projet européen, nous soulignons l'importance des réformes nécessaires à la consolidation et au renforcement de l'Etat de droit. Au Kosovo, EULEX contribue à cet objectif, en mettant l'accent sur l'efficacité, la déontologie et le caractère multi-communautaire du système judiciaire kosovar, mais la responsabilité première en incombe, bien entendu, aux responsables politiques.

Monsieur le Président,

Au moment où nous commémorens le centenaire de la fin de la Grande guerre, c'est un esprit de réconciliation qui doit prévaloir et nous espérons que Belgrade et Pristina pourront progresser dans cette voie et parvenir à un accord de normalisation de leurs relations.

Je vous remercie./.